

**Forum : Forum Citoyen sur la Migration****Thématique : Face au vieillissement des pays du Nord, les jeunes migrants sont-ils la solution ?**

Nom du Citoyen: Lea Kanelova

|                                                                                                                                                               |                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Situation familiale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Marié/en couple</li><li>○ Célibataire</li><li>• Avec enfants, si oui combien : 4</li></ul> | <b>Niveau d'étude</b> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Primaire</li><li>• Secondaire</li><li>○ Universitaire</li></ul> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?**

Je m'appelle Léa, j'ai 50 ans et je vis à Funafuti depuis toujours. Je siège au Falekaupule en tant que chef coutumier. C'est une responsabilité que ma communauté m'a confiée, et que ma famille porte depuis des générations. Les gens viennent me voir quand ils ont peur ou quand ils doivent prendre des décisions difficiles. Actuellement, nous avons beaucoup de décisions difficiles à prendre. La mer monte lentement, mais tout le monde le voit. Les puits d'eau douce sont salés, les côtes reculent et les familles commencent à parler de partir. Elles ne veulent pas partir, mais elles se demandent si elles auront le choix.

C'est dans ce contexte que l'accord Falepili a été signé en 2023 entre notre gouvernement et l'Australie. Cet accord donne aux Tuvaluans la possibilité d'obtenir la résidence permanente en Australie et l'Australie s'engage à nous aider sur les questions de sécurité et d'adaptation climatique. Beaucoup de familles ici sont soulagées, car elles savent que leurs enfants auront un endroit où aller si les choses empirent.

Moi, je comprends cela. Mais je me pose une question : est-ce que nous protégeons notre peuple ou est-ce que nous acceptons de disparaître en tant que nation pour que nos enfants survivent en tant qu'individus ? C'est une question que je me pose vraiment, notamment lorsque je pense à mon fils Sione. Il a grandi ici, il connaît nos chants et il sait d'où il vient. Mais son avenir sur cette île est incertain.

Si les jeunes comme Sione partent s'installer en Australie pour combler les besoins d'une population vieillissante, qui restera ici ? Qui siègera au Falekaupule dans vingt ans ? Qui transmettra notre culture ?

Je ne suis pas contre la migration. Mais je suis contre l'idée que nos jeunes soient vus avant tout comme une solution démographique pour d'autres pays. Derrière chaque jeune qui part, il y a une famille, une culture et parfois un peuple entier qui perd quelque chose qu'il ne récupérera pas.

**2. Que proposez-vous à votre échelle ?**

Je ne négocie pas de traités et je ne fais pas de discours aux Nations Unies. Mais dans ma communauté, ma parole compte. Je m'assure que les gens comprennent vraiment ce que l'accord Falepili implique, pas juste la partie rassurante, mais aussi les contreparties. Je veux que les familles prennent des décisions éclairées sur leur avenir. Je travaille également sur la transmission culturelle.

J'organise des rencontres entre les anciens et les jeunes pour que notre langue, nos pratiques et nos savoirs ne restent pas uniquement dans la mémoire des plus âgés. Je veux que Sione sache qui il est, même s'il part un jour. Je défends le droit de rester. L'accord Falepili est une option, pas une obligation. Tant que nos îles sont habitables, personne ne devrait se sentir forcé de partir. Je m'oppose à toute logique qui transformerait une possibilité en pression.

Enfin, je dis clairement que les pays qui accueillent nos jeunes et bénéficient de leur travail ont une responsabilité dans la crise qui nous pousse à partir. Tuvalu n'a pas contribué aux émissions qui menacent notre existence. Ce n'est pas normal que ce soit nous qui payions le prix le plus lourd.

Je veux que Sione puisse choisir. Partir ou rester, selon ce qu'il décide pour sa vie. Mais je veux surtout qu'il ait encore un pays auquel appartenir. Un endroit où ses enfants sauront d'où ils viennent.

C'est tout ce que je demande.